



MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°53-2021-127

PUBLIÉ LE 8 SEPTEMBRE 2021

Sommaire

DDT53-service eau et biodiversité-EAU /

53-2021-09-08-00002 - Arrêté du 8 septembre 2021 limitant provisoirement certains usages de l'eau dans le département de la Mayenne (6 pages)

Page 3

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial /

53-2021-09-08-00001 - 20210908-arrêté de désaffectation de biens-collège Alfred Jarry-RENAZE (6 pages)

Page 10

DDT53-service eau et biodiversité-EAU

53-2021-09-08-00002

Arrêté du 8 septembre 2021 limitant
provisoirement certains usages de l'eau dans le
département de la Mayenne



Arrêté du 08 septembre 2021
limitant provisoirement certains usages de l'eau dans le département de la Mayenne

**Le préfet de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 211-3, R. 211-66 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-29 et L. 2215-1 ;

Vu le code civil et notamment les articles 640 à 645 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2021 portant délégation de signature en matière administrative générale à Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 avril 2021 portant subdélégation de signature en matière administrative de Mme Isabelle VALADE, directrice départementale des territoires de la Mayenne ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie en vigueur ;

Vu l'arrêté cadre préfectoral n° 2021-05-124 du 17 mai 2021 relatif à la définition des seuils d'alerte et à la mise en œuvre des mesures de limitation des usages de l'eau en période d'étiage ;

Considérant que le seuil d'alerte renforcée est atteint sur le territoire hydrographique de l'Oudon ;

Considérant que le seuil d'alerte renforcée est maintenu sur le territoire hydrographique de la Sarthe aval ;

Considérant que le seuil de vigilance est maintenu sur les territoires hydrographiques de la Sarthe amont, de la Mayenne amont Est, de la Mayenne médiane et aval ;

Considérant que des mesures de restriction et d'interdiction temporaires de certains usages de l'eau sont rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau, compte tenu de la précarité des écoulements superficiels et des réserves en eau du sol et du sous-sol ;

Sur proposition de la directrice départementale des territoires de la Mayenne ;

ARRETE :

Article 1 :

L'évolution des débits observés aux stations hydrométriques de référence visés à l'article 8 de l'arrêté cadre préfectoral n° 2021-05-124 du 17 mai 2021 entraîne la mise en œuvre des mesures prévues à l'article 7 du même arrêté.

Le niveau de restriction en vigueur sur chacun des territoires hydrographiques est le suivant :

Territoire hydrographique	Vigilance	Alerte	Alerte Renforcée	Crise
Mayenne amont Ouest				
Mayenne amont Est	X			
Mayenne médiane et aval	X			
Sarthe amont	X			
Sarthe aval			X	
Oudon			X	

Le rattachement aux territoires hydrographiques de chaque commune est rappelé en annexe.

Article 2

Les mesures qui s'appliquent sont les suivantes :

Catégorie 1 : usages professionnels				
Usages agricoles	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
Irrigation des grandes cultures, des prairies et autres usages agricoles non cités ci-après	Auto-limitation	Interdiction de 10h à 20h et interdiction le dimanche de 20h au lundi 10h	Interdiction	Interdiction
Arrosage raisonné : – des plantes sous serres et des plantes en containers, – des cultures irriguées au goutte-à-goutte ou par micro-aspersion, – des jeunes plants et bassinage des semis		Auto-limitation	Interdiction de 10 h à 20 h et interdiction le dimanche de 20 h au lundi 10 h	
Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau		Interdiction	Interdiction	
Abreuvement et hygiène des animaux	Non concernés par le présent arrêté			

Usages professionnels non agricoles	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
Usages de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (Artisanat, ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques d'économie d'eau en cas de franchissement de seuil)	Auto-limitation	Auto-limitation	Objectif de réduction de 20 % du volume journalier maximal autorisé (ou habituellement prélevé pour ceux qui n'ont pas d'autorisation ou de disposition particulière)	Arrêt sur décision du préfet
Usages de l'eau non strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y/c ICPE)		Interdiction de 8h à 20h	Interdiction	Interdiction
Arrosage des champs de courses et pistes d'entraînements				
Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau		Interdiction sauf pisciculture	Interdiction sauf pisciculture	Interdiction sauf green et green de 20h à 8h
Arrosage des golfs		Interdiction de 8h à 20h	Interdiction sauf green et green de 20h à 8h	
Station de lavage		Interdiction sauf avec du matériel haute pression et avec un système de recyclage de l'eau, recyclant un minimum de 75 %		Interdiction sauf impératif sanitaire
Autres usages professionnels non cités ci-avant		Interdiction de 8h à 20h	Interdiction	
Abreuvement et hygiène des animaux	Non concernés par le présent arrêté			

Catégorie 2 : usages domestiques				
Usages des particuliers	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
Arrosage des potagers	Auto-limitation	Auto-limitation	Interdiction de 8 h à 20 h	Interdiction de 8h à 20h
Arrosage des espaces verts, pelouses et jardins non potagers		Interdiction de 8 h à 20 h	Interdiction	Interdiction
Remplissage des piscines privées (d'une contenance supérieure à 1 m ³)		Interdiction de remplissage sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions		

Nettoyage des véhicules, bateaux, façades, murs, toits, terrasses...		Interdiction	
Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau			
Autres usages des particuliers non cités ci-avant			

Catégorie 3 : usages publics				
Usages des collectivités	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
Remplissage des piscines publiques	Auto-limitation	Interdiction sauf 1ère mise en eau liée à la construction ou raison sanitaire		Interdiction sauf raison sanitaire
Arrosage des espaces verts		Interdiction de 8h à 20h	Interdiction	
Arrosage des terrains de sports				
Arrosage des massifs de fleurs				
Nettoyage des voiries (places, trottoirs, caniveaux...)		Interdiction sauf raison sanitaire		
Alimentation des fontaines publiques (par réseau)		Interdiction sauf circuit fermé		Interdiction
Navigation fluviale		Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses Mise en place de restrictions adaptées et spécifiques si nécessaires		Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses Arrêt de la navigation si nécessaire
Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau		Interdiction sauf baignade autorisée		Interdiction
Autres usages publics non cités ci-avant		Interdiction de 8h à 20h	Interdiction	Interdiction

Catégorie 4 : usages des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
Les ICPE appliquent les dispositions spécifiques d'économie d'eau contenues dans les arrêtés préfectoraux qui leur ont été notifiés. Pour tous ces ICPE, les usages de l'eau non strictement nécessaires au processus de production (arrosages espaces verts...) sont interdits de 8 h à 20 h en période d'alerte et totalement interdits en périodes d'alerte renforcée et de crise.
Les ICPE soumises au régime de déclaration, celles autorisées ou enregistrées dont les arrêtés ne contiennent pas de disposition spécifique prévoyant les mesures proportionnées à prendre en cas de franchissement des seuils de gestion (vigilance, alerte, alerte renforcée et crise) relèvent des dispositions prévues pour la Catégorie 1 "Autres usages professionnels".

La vidange des plans d'eau est interdite sauf autorisation pour les usages commerciaux (piscicultures déclarées).

La vidange des piscines privées (d'une contenance de plus de 1 m³) est interdite en cas de seuils d'alerte renforcée et de crise.

Article 3

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du lendemain de la date de sa signature. Elles demeureront en vigueur tant que les prochaines observations de l'état de la ressource ne justifieront pas de mesures nouvelles. Quelle que soit la situation hydrologique constatée sur les bassins hydrographiques concernés par le présent arrêté, elles prendront fin le 31 octobre 2021 inclus.

Article 4

L'arrêté du 31 août 2021 limitant provisoirement certains usages de l'eau dans le département de la Mayenne est abrogé.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la sous-préfète de l'arrondissement de Mayenne, la directrice départementale des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur départemental de l'emploi, du travail, de la solidarité et de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les agents visés à l'article L. 172-1 du code de l'environnement, les maires des communes des territoires hydrographiques concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les mairies et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne.

Le préfet
Par délégation,
La directrice départementale des territoires,

Signé

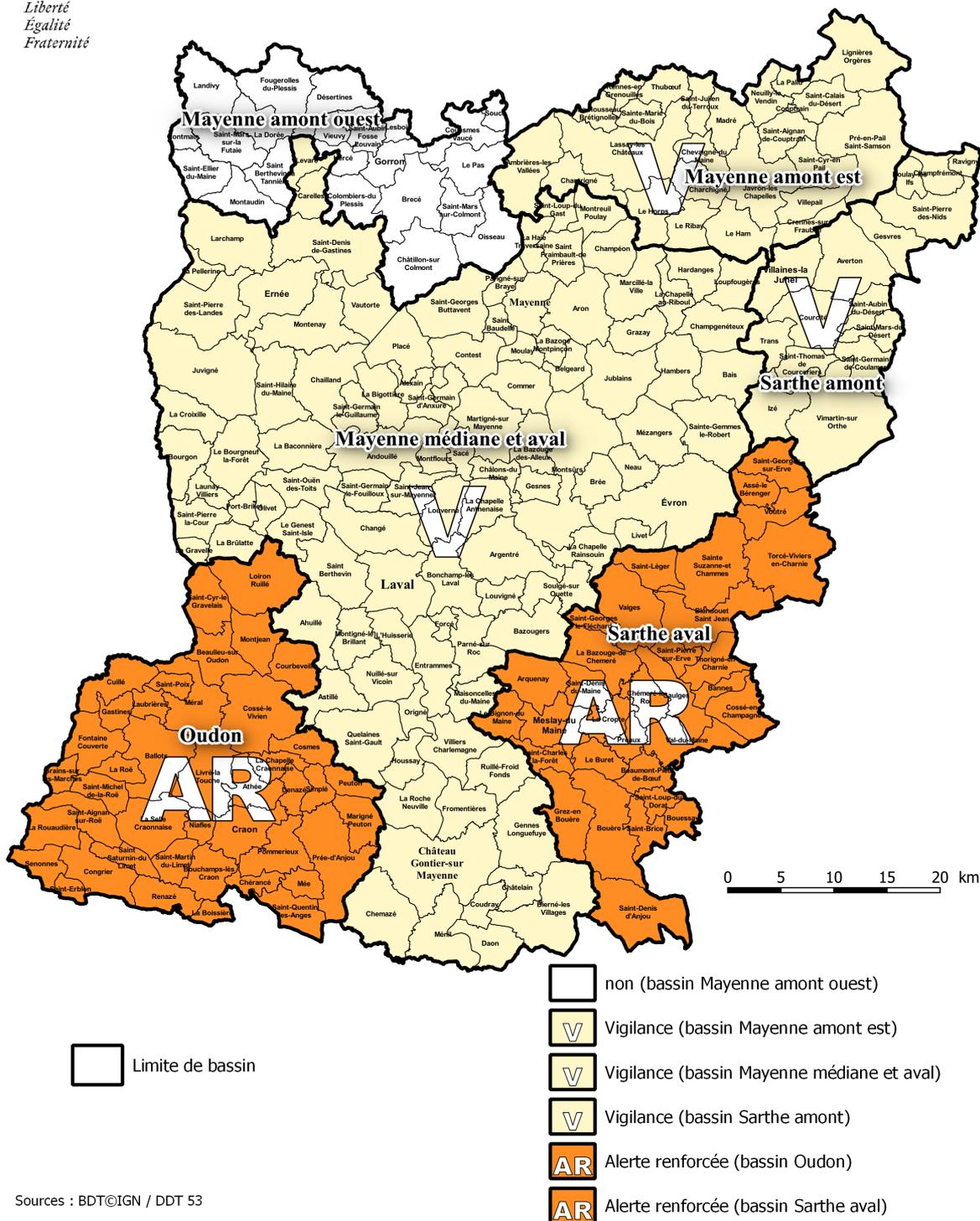
Isabelle VALADE

ANNEXE 1 :



Gestion des étiages

Restriction de l'usage de l'eau



Sources : BDT©IGN / DDT 53

Service/Unité : SEB/EAU

Date : 07/09/2021

Direction Départementale des Territoires de la Mayenne - Cité administrative - Rue Mac Donald BP 23009 - 53063 Laval cedex 09

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

53-2021-09-08-00001

20210908-arrêté de désaffectation de
biens-collège Alfred Jarry-RENAZE



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**
Bureau de la coordination administrative
et de l'appui territorial

Arrêté du - 8 SEP. 2021

portant désaffectation de biens meubles
appartenant au collège "Alfred Jarry" à Renazé

**Le préfet de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'éducation, et notamment l'article L. 213-6,

Vu le décret n°85-348 du 20 mars 1985 relatif à l'entrée en vigueur du transfert de compétences en matière d'enseignement,

Vu la délibération du conseil d'administration du collège "Alfred Jarry" à Renazé en date du 29 juin 2021,

Vu l'avis du président du conseil départemental en date du 23 juillet 2021,

Vu l'avis émis par M. le directeur académique des services de l'éducation nationale en date du 27 août 2021,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne,

ARRETE

Article 1^{er} : la désaffectation des objets dont la liste est annexée au présent arrêté est prononcée.

Article 2 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne et le directeur académique des services de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Mayenne et dont copie sera adressée au président du conseil départemental et au président du conseil d'administration du collège "Alfred Jarry" à Renazé.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général
de la préfecture de la Mayenne,



Samuel GESRET

Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif :

- soit gracieux auprès du préfet de la Mayenne (46, rue Mazagran - 53015 Laval Cedex),
- soit hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (Place Beauvau – 75008 Paris),

dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Outre les recours gracieux et hiérarchique, un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes), dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.



Collège Alfred
JARRY

Intendance

Dossier suivi par
Mme POURIAS

2 rue de Bretagne
53800 RENAZE
Tél. : 02.43.06.41.25

Monsieur le Principal

à

Monsieur le Président
du Conseil Départemental de la Mayenne

Objet : Demande de désaffectation

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance la désaffectation et l'autorisation de vendre les matériels listés dans le tableau ci-dessous :

Origine	Matériel	Année d'acquisition et valeur d'origine	Utilisation	Motif de la mesure	Destination de l'objet	Prix de vente minimal proposé
Dotation 1 ^{er} équipement	Tableau pivotant (1)	1971 141,00 F	Pédagogique	Inutilisé	Vente	10,00 €
Dotation 1 ^{er} équipement	Estrade châtaigner (3)	1971 71,50 F	Pédagogique	Inutilisé	Vente	10,00 €
Dotation 1 ^{er} équipement	Armoire métallique à clapets (2)	1971 120,00 F	Administration	Changement de mobilier	Vente	40,00 €
Fonds établissement	Armoire « SANSEN » (2)	1991 1979,99 F	Administration	Changement de mobilier	Vente	60,00 €
Dotation 1 ^{er} équipement	Ecran ORAY mural	1971 175,00 F	Pédagogique	Inutilisé	Vente	5,00 €
Fonds établissement	Table informatique	1995 1500,00 F	Administration	Changement de mobilier	Vente	10,00 €
Dotation 1 ^{er} équipement	Fauteuil empilable garniture rembourrée	1971 56,50F	Administration	Changement de mobilier	Vente	5,00 €
Dotation 1 ^{er} équipement	Armoire de classement métallique portes battantes (3)	1971 312,00 F	Administration	Changement de mobilier	Vente	40,00 €



Origine	Matériel	Année d'acquisition et valeur d'origine	Utilisation	Motif de la mesure	Destination de l'objet	Prix de vente minimal proposé
Fonds établissement	Support imprimante	1992 2 487,04 F	Administration	Changement de mobilier	Vente	5,00 €
Fonds établissement	Armoire portes pliantes	1983 1 198,00 F	Administration	Changement de mobilier	Vente	50,00 €
Fonds établissement	Classeur à stencils	1981 338,10 F	Administration	Inutilisé	Vente	2,00 €
Dotation 1 ^{er} équipement	Bureau secrétaire métallique caisson 3 tiroirs (2)	1971 496,00 F	Administration	Inutilisé	Vente	10,00 €
Dotation 1 ^{er} équipement	Lit métallique avec sommier (2)	1971 131,00 F	Infirmierie	Inutilisé	Vente	10,00 €
Dotation 1 ^{er} équipement	Bac métallique sur roulettes 1 compartiment et 1 tiroir	1971 313,00 F	Administration	Inutilisé	Vente	20,00 €

Samuel JENIER, Principal.

